



### Liminaire du CHSCT du 06/10/2022

Monsieur le Président,

Les visites de services de FO Finances Vaucluse nous ont permis de vérifier que les collègues sont de plus en plus angoissés et désabusés. Cette situation s'explique par la dégradation continue de la situation de la DGFIP.

En effet, les suppressions d'emplois et de services sont continues depuis maintenant plus de 20 ans. Pour rappel, l'administration fiscale et le secteur public local ont perdu plus de 40 000 emplois depuis le début des années 2000. En 2023, ce sont 850 emplois supplémentaires qui seront supprimés. Ces suppressions s'accompagnent de la diminution massive de postes comptables (52% des SIP, SIE, trésorerie et SPF auront disparu pour la seule période 2018-2023 !).

Le corollaire de ces destructions d'emplois et de services, menées au pas de charge au nom du NRP, c'est une surcharge de travail dont les collègues se plaignent de plus en plus régulièrement. De plus, la mise en place du NRP, contribue à obscurcir leur vision de l'avenir.

L'anxiété des collègues est également générée par la disparition de missions historiques de notre administration. La dernière en date est la contribution audiovisuelle. Pour les agents chargés de son calcul et de son recouvrement, il n'y a désormais plus de son et d'image ! FO vous demande de préciser l'avenir des collègues qui travaillent dans ce secteur au PCE de Vaucluse.

Ce sentiment est renforcé par la préparation de projets qui accroissent le mal-être des agents. Il en va ainsi du programme de rénovation de la cité administrative d'Avignon qui, pour FO Finances, poursuit principalement une logique de densification des surfaces puisque 150 personnes doivent intégrer la cité administrative, dont les agents des trésoreries Avignon CH, l'Isle sur la Sorgue, Cavaillon ou encore les agents du PCE de Carpentras. Nous avons calculé que, dans plus de 20 bureaux, 70 agents disposeraient d'une surface inférieure à huit mètres carrés pour travailler. Au surplus, pour FO Finances, le télétravail ne saurait constituer un prétexte pour faciliter cette densification. En d'autres termes, cette rénovation est un projet au rabais qui va nuire aux conditions de travail des agents.

Enfin, les représentants FO souhaitent rappeler l'attachement de leur syndicat à l'instance du CHSCT et son opposition à la mise en place du Comité Social d'administration qui regroupera le CTL et le CHSCT à partir de l'année prochaine. Cette revendication est fondée sur l'expérience de

nos camarades du secteur privé qui, du fait de la fusion des instances du personnel, subissent une réduction de leurs moyens et une dégradation du dialogue social.

De plus, le fait de concentrer l'ensemble des missions sur un nombre restreint de membres auxquels on reconnaît les mêmes compétences conduit à en faire des élus multi tâches qui se professionnalisent et se coupent du terrain. Or, la relation de proximité est indispensable pour que soit prise en compte la réalité du travail.

**Plus que jamais, FO Finances 84 revendique :**

- l'abandon du NRP et le maintien de toutes nos missions,
- les moyens nécessaires à l'exercice quotidien de ces missions
- le maintien d'un réseau de proximité adapté à l'attente des citoyens
- l'arrêt de l'hémorragie de nos emplois et le recrutement de fonctionnaires sous statut,
- l'augmentation de nos traitements indiciaires alignée sur l'inflation
- le respect de la promesse de revalorisation des régimes indemnitaires.